

## Éthiopie

L'Éthiopie devrait poursuivre sa rapide expansion : sa croissance moyenne est ressortie à plus de 10 % sur les cinq dernières années. En 2011, elle devrait à nouveau atteindre les 10 % avant de se tasser légèrement juste en dessous de 9 % en 2012.

Grâce à une croissance économique impressionnante, le pays est en bonne voie pour atteindre la plupart des Objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015. Le taux de pauvreté y a chuté de près de 39 % en 2005 à environ 32 % en 2010.

L'Éthiopie exploite des opportunités de croissance et de développement avec de nouveaux partenaires tels que la Chine, l'Inde et la Turquie, mais elle doit faire preuve de prudence dans l'adoption d'une stratégie visant à en maximiser les bénéfices.

À l'instar de ces cinq dernières années, l'Éthiopie a enregistré une vive croissance en 2010. La croissance du produit intérieur brut (PIB) en 2010 (plus précisément sur l'exercice 2009/10) est restée solide, à 8.8 %. Elle est tirée par les services (14.5 %), suivis par l'industrie (10.2 %) et l'agriculture (6 %). À l'exception de la pêche, qui a enregistré un rebond, les différents segments agricoles n'ont guère évolué par rapport à 2009. Le rôle prépondérant du secteur tertiaire est à mettre au compte de l'hôtellerie-restauration, de l'intermédiation financière, des services publics et de l'immobilier. Le pays se débat toujours avec les difficultés macroéconomiques induites par une forte inflation et des réserves de change très faibles. En 2010/11, l'État a lancé son plan quinquennal de transformation et de croissance (*Growth and Transformation Plan*). Si ce plan réussit, les perspectives pour 2011 et 2012 devraient être aussi favorables qu'en 2010. Il appelle le secteur agricole à devenir une source majeure de croissance économique. L'industrie fera également l'objet d'une attention particulière : les pouvoirs publics entendent promouvoir l'industrialisation grâce à un renforcement des exportations et à une substitution des importations. L'économie devrait croître à un rythme annuel moyen de 10 % en 2011. Sur la durée du plan quinquennal, on anticipe une croissance de 8.1 % du secteur agricole, et une croissance annuelle moyenne de 20 % et 11 % respectivement pour l'industrie et les services.

En 2010, même si la croissance est restée solide, la gestion macroéconomique s'est avérée problématique en raison de la montée de l'inflation et de la vive dépréciation du birr éthiopien (ETB). L'État a réussi à maîtriser l'inflation en agissant sur différents instruments monétaires, et plus précisément grâce à la contraction du crédit et à la croissance de la masse monétaire. En 2010, les autorités ont dévalué la monnaie nationale de 20 % dans l'optique de stimuler les importations et de renforcer les réserves de change. L'État entend s'appuyer sur sa politique monétaire pour maintenir l'inflation en dessous de 10 % dès 2011 et sur toute la durée de son plan quinquennal. En 2009, les exportations de marchandises s'étaient affaïssées, essentiellement en conséquence de la crise économique mondiale, qui a pesé sur la demande de produits de base, constituants majeurs des exportations éthiopiennes. En 2010, les exportations ont commencé à lentement se redresser. Cette même année, les importations sont restées substantielles, à 27.2 % du PIB, contre 24 % en 2009. Selon les projections des pouvoirs publics, ce chiffre va progresser sur les cinq années du plan de transformation et de croissance à 30-35 % du PIB par an d'ici 2015. Il en découle un important déficit de la balance commerciale et de la balance des paiements. On anticipe une aggravation du déséquilibre de la position extérieure du pays, qui devrait passer d'environ -6.4 % du PIB en 2010/11 à -11.9 % en 2011/12.

Le secteur privé se heurte à un certain nombre de difficultés : *i)* un environnement d'affaires médiocre ; *ii)* un système judiciaire peu efficace, qui ne parvient pas à assurer le respect des droits de propriété et à traiter les faiblesses de la gouvernance d'entreprise ; *iii)* un système financier relativement sous-développé ; et *iv)* un environnement macroéconomique délicat. Certes, le gouvernement s'est efforcé d'en résoudre certains en faisant voter une loi sur la concurrence, en instaurant un forum de partenariat public-privé et en tentant d'endiguer l'inflation en 2010. Cependant, la forte dévaluation de 2010 et l'introduction d'un contrôle des prix sur 18 produits jugés indispensables début 2011 ont été source de confusion sur le marché. Les élections de mai 2010 se sont tenues dans un climat globalement pacifique. Le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRPE) au pouvoir a affirmé avoir remporté tous les sièges du Parlement sauf deux, de sorte qu'il en contrôle 99 %. Nombreux sont ceux qui, dans l'opposition, se sont plaints du manque de liberté politique et des manœuvres d'intimidation du gouvernement à l'encontre de leurs partisans. Les tensions politiques dans la région restent fortes en raison de l'insécurité qui règne en Somalie et de l'incertitude qui plane quant aux futures relations entre le Nord-Soudan et le Sud-Soudan, à la suite de la sécession de ce dernier, avec lequel l'Éthiopie entretenait jusqu'à présent des relations cordiales. Le conflit frontalier entre l'Éthiopie et l'Érythrée n'était toujours pas réglé en 2010.

Malgré un succès en demi-teinte dans l'institutionnalisation de la gouvernance démocratique, le gouvernement éthiopien a obtenu des avancées impressionnantes sur le plan du développement social et humain. En effet, les dépenses publiques consacrées à l'éducation, à la santé, à l'agriculture et aux infrastructures routières se sont considérablement étoffées. En 2010/11, l'Éthiopie a significativement progressé vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). En 2004/05, 38.7 % des Éthiopiens (soit environ 30 millions de personnes) étaient pauvres. Cette proportion a été ramenée à environ 32.3 % en 2009/10 et devrait continuer de reculer, à 31 %, en 2010/11. Le déclin de la pauvreté rurale depuis 1995/96 est substantiel. L'Éthiopie est en bonne voie pour atteindre l'objectif relatif à l'éducation. Étant donné la tendance observée dans les années 90 et les performances récentes, même les estimations prudentes indiquent que cet objectif est atteignable d'ici à 2015. Toutefois, cette réussite se fait peut-être aux dépens de la qualité de l'éducation. Il semble que le pays soit également bien parti pour parvenir, d'ici à 2015, à la parité entre garçons et filles dans les inscriptions à l'école primaire. De même, l'Éthiopie progresse bien en direction des OMD relatifs à la santé, tels que la santé maternelle et la mortalité des enfants de moins de 5 ans, ou encore la prévention et le traitement du VIH/sida et du paludisme.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

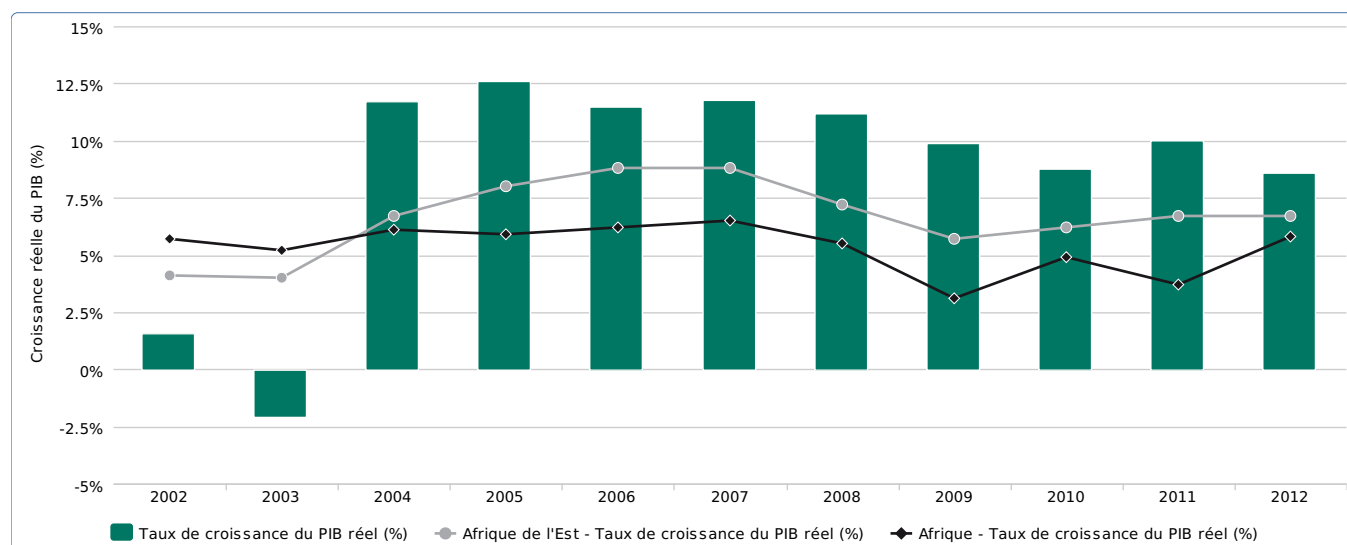
	2009	2010	2011	2012
<b>Taux de croissance du PIB réel</b>	9.9	8.8	10	8.6
<b>Inflation IPC</b>	36	11.2	17.6	14.3
<b>Balance budgétaire % PIB</b>	-0.9	-2.3	-3.5	-4.1
<b>Balance courante % PIB</b>	-5	-6.6	-6.4	-11.9

**Source :** Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions. Année fiscale juillet (n-1)/ juin (n).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932414288>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (E)



**Source :** Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932411932>